

ST QUENTIN-EN-YVELINES

**SQY**

**ENTREPRISES**

ISSN - 1 740-5 868

N° 37 JUIN/JUILLET/AOÛT 2004

**DOSSIER**

**LOISIRS : LA VILLE, MODE D'EMPLOI**

**JEUX OLYMPIQUES**

**Saint-Quentin dans la course  
pour Paris 2012**



**AUTOPÔLE**

**Alfa Romeo :  
nouvelle stratégie  
sur le marché français**



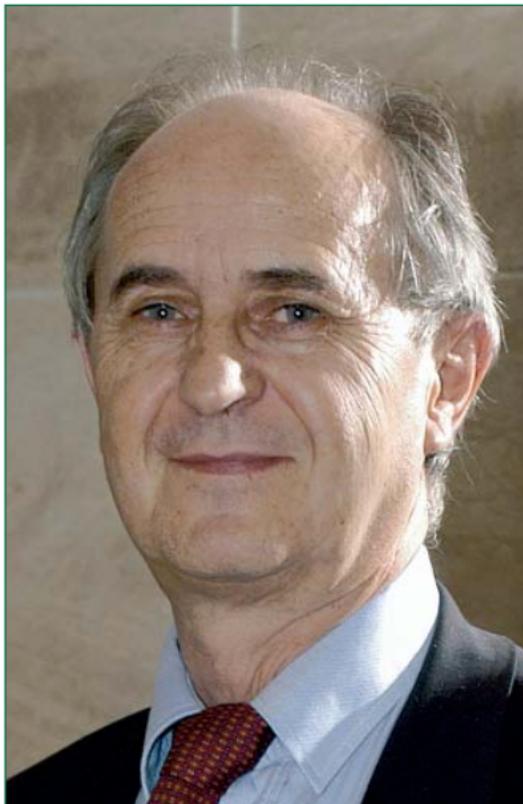
**L'INVITÉ**

**Jean-Louis Soulier**

Directeur général du BCEOM

LE MAGAZINE DE LA VIE EN SOCIÉTÉS À SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

# La BCEOM, un spécialiste



Jean-Louis Soulier :  
« Nous travaillons dans 90 pays. »

**Créé en 1949, le Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (BCEOM) gère depuis Saint-Quentin-en-Yvelines un vaste réseau d'activités dans le monde. Devenue « BCEOM Société française d'ingénierie », cette entreprise spécialisée dans les prestations de conseil et d'études voit l'avenir avec la sérénité que lui confère sa notoriété. Interview de son directeur général, Jean-Louis Soulier.**

## **SQY Entreprises : Le BCEOM a 55 ans. Quelles ont été les étapes de cette longue histoire ?**

**Jean-Louis Soulier :** En 1949, il s'agissait alors d'une société d'économie mixte intervenant dans le cadre de grands projets d'infrastructure - notamment dans les transports - en Afrique francophone. À l'époque, la décolonisation s'annonçait et le BCEOM allait permettre d'aider au développement des moyens de transport dans les ex-colonies.

## **L'entreprise a ensuite radicalement changé...**

Le statut de l'entreprise a été modifié, la société d'économie mixte est devenue une SA, et ses sources de financement et ses activités se sont rapidement diversifiées. Au début des années 1960, les financements ont commencé à provenir des grandes institutions internationales, la Banque mondiale tout d'abord, puis, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, et enfin la Commission européenne. En même temps, le rayon d'action de la société s'est élargi. Elle s'est intéressée au Proche-Orient, à l'Amérique du Sud, à l'Asie, ainsi qu'au marché français sur lequel nous sommes devenus une des sociétés leaders.

## **À partir de quand l'Etat français s'est-il désengagé ?**

L'Etat français a été actionnaire du BCEOM jusqu'en 1996, date à laquelle le groupe Egis en a pris le contrôle. Aujourd'hui, ce dernier détient 100 % du BCEOM.

## **Qu'est-ce qu'Egis ?**

C'est un groupe français détenu à 92 % par la Caisse des dépôts et consignations. Il compte trois pôles d'activité : l'ingénierie, le montage et le développement de projets, l'exploitation des infrastructures et des transports. Egis fait travailler près de 4 500 personnes dans le monde.

## **Pourquoi ne pas avoir changé de nom en 1996 ?**

Nous travaillons sur les cinq continents et, de façon récurrente, dans environ 90 pays. BCEOM est par ailleurs connu dans plus de 150 pays dans le monde pour y avoir travaillé depuis sa création. Le nom de BCEOM est donc une sorte de label qu'il aurait été commercialement trop risqué de changer.

**« Notre société a une vocation internationale : 80 % de notre chiffre d'affaires est réalisé à l'export. »**

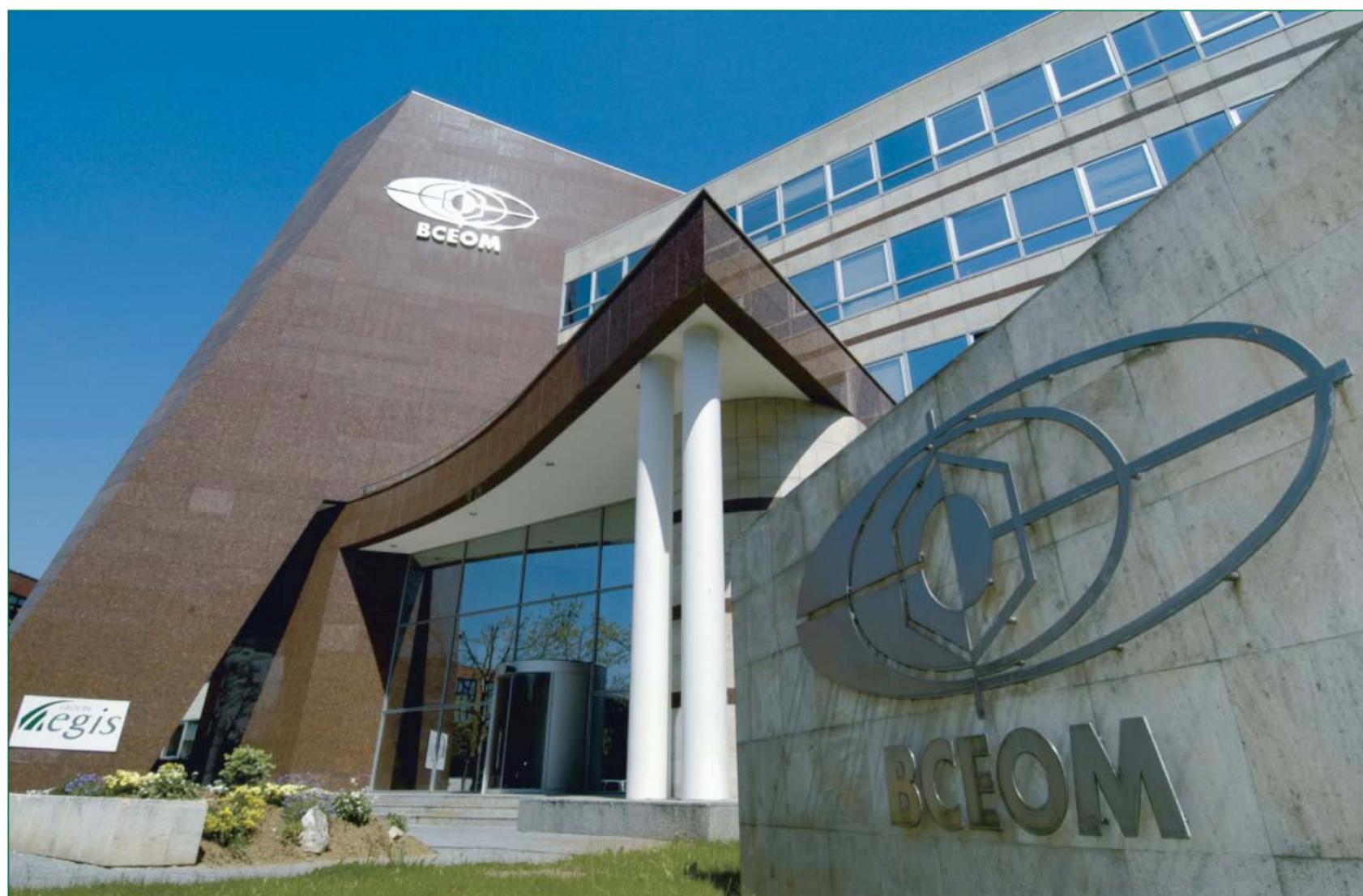
## **Pourquoi avoir choisi d'implanter votre siège social à Saint-Quentin-en-Yvelines ?**

Notre siège social était précédemment à Paris (Montparnasse), mais nous avons besoin de davantage d'espace. Nous avons fait une enquête auprès de notre personnel pour connaître ses préférences. Il se trouve que des terrains étaient disponibles sur la commune de Guyancourt et que les conditions d'implantation étaient favorables. Nos employés ont également choisi cette ville pour des raisons de proximité par rapport à leurs lieux de résidence. C'est ainsi que nous sommes à Saint-Quentin-en-Yvelines depuis octobre 1992.

## **Quelles sont vos activités ?**

Notre société a une vocation internationale : 80 % de notre chiffre d'affaires est réalisé à l'export. À l'international, nous intervenons essentiellement sur des projets de développement soutenus par les organismes financiers internationaux. En France, nous opérons aussi depuis le milieu des années 1970, aujourd'hui principalement dans le secteur de l'eau et de l'environnement. Notre société travaille maintenant dans trois directions : les transports, pour environ 55 % de notre activité; l'eau, l'environnement et l'énergie pour 35 %; le conseil et l'appui institutionnel pour 10% environ.

# mondial de l'aménagement



**BCEOM, un nom connu sur les cinq continents.**

## **Quel est votre rôle dans les transports ?**

Celui d'assurer les études portant sur toute la chaîne des transports. Depuis l'amont, sa définition, la réforme de la politique de transports par exemple, jusqu'à l'aval, qui consiste à la mise en œuvre des projets. Dans ce secteur, nous travaillons sur environ 400 projets par an. Actuellement, nous avons la responsabilité de trois grands plans de transports : au Pérou, en Iran et à Madagascar. Ces études très complexes nous font travailler sur des modèles mathématiques qui simulent les flux de trafic.

Mais notre activité la plus classique, c'est la supervision de projets réalisés pour le compte de bailleurs de fonds. Dans ce secteur, je citerai deux chiffres : nous réalisons actuellement des études portant sur plus de 1 500 km de routes, et nous supervisons les travaux de construction ou de réhabilitation réalisés sur plus de 2 500 km de routes dans le monde.

Le BCEOM intervient aussi dans les transports urbains et dans le secteur portuaire. Nous avons récemment réalisé

**« Dans le secteur des transports, nous travaillons sur environ 400 projets par an. »**

les études pour la mise en œuvre de tramways dans les villes de Panama et Damas et nous sommes les concepteurs de la majeure partie des ports de la côte ouest de l'Afrique.

## **Et vos activités dans les secteurs de l'eau, de l'environnement et de l'énergie ?**

Comme pour les transports, nous aidons souvent les États à définir une politique et une stratégie dans ces secteurs. Nous venons ainsi de recevoir une délégation de vingt responsables ukrainiens désireux de procéder à la privatisation de ces secteurs et qui cherchent l'aide de spécialistes reconnus. Notre travail porte aussi sur les domaines suivants : la prévention des risques d'inondation, l'entretien et la protection des cours d'eau, la conception des équipements d'approvisionnement en eau potable et des stations d'épuration, l'aménagement des ressources en eau, le développement rural, les énergies renouvelables... Et nous étudions, comme dans le cas des transports, la faisabilité financière des projets. ►



**Barrage en Languedoc-Roussillon. Aider à l'aménagement des ressources en eau.**

► **Comment procédez-vous pour obtenir des contrats ?**

Nous les obtenons sur des appels d'offres internationaux auxquels nous répondons à un rythme accéléré : environ un par jour - voire 400 par an. Préparer une offre est un travail complexe. Nous devons détailler très précisément ce que sera notre intervention et quels experts nous allons mobiliser. La concurrence internationale est forte et nous devons sans cesse améliorer notre productivité et gérer nos projets avec une grande rigueur pour maintenir la rentabilité de la société à un niveau satisfaisant.

**Comment travaillez-vous exactement ?**

L'appel d'offres remporté, le contrat signé, nous couvrons toute la gamme de services propres à l'ingénierie. Nous envoyons nos équipes sur place pour étudier le problème posé sous tous ses aspects techniques, économiques, financiers, juridiques. Nous conseillons le client, notamment pour la réalisation des travaux, et nous assurons pour son compte la direction et le suivi de ces travaux (délais, respect des budgets, contrôle de la qualité, etc.). Pour davantage de flexibilité et une plus grande efficacité, nous avons choisi de travailler près de nos clients, en France comme à l'étranger. Aussi, les experts que nous choisissons, des ingénieurs, des économistes, des techniciens, restent sur place pour quelques semaines, voire

plusieurs années. À Guyancourt, d'où les équipes répondent aux appels d'offres et suivent tous les projets, la gestion du personnel représente une tâche considérable.

**Trouvez-vous toujours le personnel spécialisé que vous recherchez ?**

En plus de notre personnel permanent, nous faisons intervenir de nombreux experts de différents pays. Cela dit, nous rencontrons de plus en plus de difficultés pour trouver en France du personnel qualifié, expérimenté et prêt à s'expatrier.

**Combien de personnes travaillent pour le BCEOM ?**

La société emploie 432 salariés répartis entre Saint-Quentin-en-Yvelines, notre siège social où est traitée l'activité internationale de l'entreprise sauf pour le secteur de l'eau; Montpellier, siège de la direction France et des activités eau et environnement; Nantes et La Réunion. Nous avons par ailleurs de nombreuses filiales, agences et représentations dans le monde entier. Au total, ce sont plus de 800 personnes qui œuvrent pour le BCEOM.

**Pouvez-vous donner des exemples de chantiers sur lesquels vous travaillez actuellement ?**

Le traitement des eaux de la ville de Dhaka, au Bangladesh, l'aménagement du Nil Bleu, en Ethiopie, la privatisation du réseau d'eau en Russie, le contrôle des crues en Indonésie, la reconstruction des routes de Mindanao, aux Philippines, du pont de Mostar, en Bosnie...

**Et sur le territoire français ?**

Nous intervenons dans tout l'Hexagone et dans les Dom-Tom. Des exemples : la lutte contre les inondations dans le Morbihan, la maîtrise d'œuvre pour la navigabilité du Lot, la mise en œuvre du schéma directeur eau et assainissement pour la communauté urbaine du Creusot-Montceau, la réalisation de l'intercepteur est de Montpellier, la mise aux normes de la station d'épuration de la



**Réservoir d'eau à St-Denis de la Réunion. Des équipes sur place pour étudier, conseiller le client, suivre les travaux...**

ville de Senlis, la répartition de débit et la programmation de curage de l'agglomération de Chartres. Nous intervenons bien sûr en Ile-de-France, notamment dans le cadre de l'assainissement de la commune de Drancy, la réalisation d'études hydrauliques à Boulogne-Billancourt, la reconstruction du barrage de Chatou...

**Qu'en est-il de la qualité des travaux que vous préconisez ?**

Nous apportons dans tous les cas une méthode, des exigences de qualité, un plan d'action, une déontologie... Notre société assure un contrôle qualité performant à l'ensemble de ses activités. Cette politique de qualité a permis au BCEOM d'atteindre sa dimension actuelle et d'acquiescer des références dans de très nombreux pays et domaines techniques.

**Votre chiffre d'affaires est en progression constante. L'aide au développement, ce sont des besoins toujours plus grands...**

Nous avons une croissance forte en France où la demande est soutenue. À l'international, nous opérons dans des pays où les besoins sont immenses. Depuis la chute du mur de Berlin, par exemple, de gros investissements ont été réalisés dans les pays de l'Europe de l'Est, tant sur le plan de la réforme de leurs institutions que dans le développement de leurs infrastructures. Dans un pays comme l'Inde, les besoins en matière de développement d'infrastructures de transport ou de services aux populations



**Port de conteneurs, Longani, Mayotte, Océan indien.**  
Les études du BCEOM portent sur toute la chaîne des transports.



**Pont de Mitrovica, au Kosovo. Le BCEOM intervient aussi dans les schémas de transport urbain.**

► (eau potable, assainissement, électrification) sont considérables.

Reste que nous sommes tributaires de la politique des bailleurs de fonds. Depuis deux ans environ, la Banque mondiale a revu sa politique d'investissements et notre volume d'activités s'en est ressenti. Les décisions prises par le Fonds monétaire international ont également un impact direct sur l'aide au développement. Un pays en crise, ce sont des marchés qui se ferment. Or les crises sont fréquentes.

### Comment faites-vous en matière de prévisions ?

Nous réalisons des prévisions à cinq ans. Il nous est possible, sur cette période, d'avoir une vision assez claire des priorités et des politiques des bailleurs de fonds.

### Comment suivez-vous l'évolution des techniques ?

Compte tenu de la concurrence, nous sommes dans l'obligation d'être constamment à la pointe de la technique. Nous disposons des outils et logiciels les plus performants du marché, certains développés en interne. Par ailleurs, nous avons le support de la direction technique et scientifique du groupe Egis, qui met en synergie les savoir-faire et bonnes pratiques des différentes sociétés du groupe.

### Quels sont vos projets pour le BCEOM ?

Notre taux de croissance en France est actuellement entre 8 et 10 %, un chiffre satisfaisant, mais nous observons un déséquilibre de nos activités entre le nord et le sud du pays. Nous devons donc rééquilibrer nos activités en visant un développement plus volontariste dans le nord, et dans l'Ile-de-France en particulier.

Sur un plan international, 15 % de notre activité est réalisée dans les pays d'Europe de l'Est et nous allons travailler à augmenter ce taux. En Pologne, en Roumanie, en Ukraine et en République tchèque, nous avons des filiales dont nous comptons accentuer le développement pour

faire face aux besoins de ces pays. Nous souhaitons aussi créer d'autres filiales ou agences en Inde et au Kenya, afin de mieux suivre la réalisation de nos contrats.

**« Sur un plan international, 15 % de notre activité est réalisée dans les pays d'Europe de l'Est. »**

### Globalement, que dire du métier que vous exercez ?

Nous exerçons un métier passionnant qui demande beaucoup d'implication, de mobilité, d'ouverture d'esprit de notre personnel. Chaque projet a ses spécificités et nécessite une approche particulière. Nous travaillons en permanence sur de nouveaux dossiers, dans des contextes différents, en changeant de pays, de culture, de problématique... C'est cette variété qui fait l'intérêt de notre métier. Nous ne travaillons pas au BCEOM par hasard. Nous avons tous plus ou moins une vocation ou au moins un fort intérêt pour le développement. ■

Voir rubrique CONTACTS p.46

### LE BCEOM EN CHIFFRES

- Près de 800 personnes dans le monde dont plus de 400 ingénieurs, économistes et techniciens.
- 64 729 000 d'euros de CA en 2003 (prévisions 2004 : 69 800 000 euros).
- 1 000 missions par an dans le monde.
- Des bureaux de liaison et de représentation, des filiales, des participations, des agences et missions en Afrique, en Amérique Latine, en Asie, en Europe, au Proche-Orient, et dans la zone Pacifique.
- Près de 150 pays d'intervention.



Terrassement au Swaziland. Un volume d'activité tributaire de la politique des bailleurs de fonds.